



**ÉTUDE DE L'UNÉDIC
RÉALISÉE AVEC L'INSTITUT ELABE**

BAROMÈTRE DE LA PERCEPTION DU CHÔMAGE

TERRAIN RÉALISÉ DU 31 AOÛT AU 27 SEPTEMBRE 2021

Décembre 2021

CONTEXTE

Les services de l'Unédic ont bâti avec l'institut ELABE une étude qui croise le regard des Français (échantillon représentatif de la population de 15 ans et plus) et celui des demandeurs d'emploi (issus du Fichier National des Allocataires) sur le chômage. Ils ont été interrogés entre le 31 août et le 27 septembre 2021.

L'étude permet ainsi d'éclairer l'évolution des représentations de la société sur ce sujet, en comparant la première édition réalisée avant le premier confinement de 2020, le volet 2 effectué au cœur de la crise après ce premier confinement et enfin ce dernier volet réalisé en septembre dernier en période de reprise.

SYNTHÈSE

1. Perception du rebond du marché de l'emploi

Le sentiment d'une dégradation de la situation de l'emploi reste majoritaire mais recule très fortement par rapport au volet 2 du Baromètre publié en septembre 2020. Les actifs en emploi comme les demandeurs d'emploi sont optimistes pour l'avenir de leur vie professionnelle, un optimisme en nette progression.

2. Crise sanitaire : frein ou opportunité pour la vie professionnelle des Français ?

En sortie de crise sanitaire, aimer ce que l'on fait est un essentiel qui progresse. 76% des demandeurs d'emploi et 58% des actifs en emploi ont au moins un projet (qu'il soit en cours ou bien à l'état d'idée) de changement de vie professionnelle : se former, changer de métier, de secteur d'activité, d'employeur. Des envies de changement qui ont en grande partie émergé pendant la crise.

3. Le regard paradoxal des Français sur les demandeurs d'emploi

Aujourd'hui, près de 7 Français sur 10 sont « touchés », de près ou de loin, par le chômage. La conviction que le chômage peut toucher tout le monde reste fortement présente et, pour 94% des Français, tout le monde peut connaître une période de chômage au cours de sa carrière. La perception de demandeurs d'emploi « victimes » d'une situation subie plutôt que choisie demeure majoritaire mais un certain soupçon à leur égard progresse : 48% (+3 points) des Français considèrent que la plupart des demandeurs d'emploi ne cherchent pas vraiment à retrouver un emploi.

4. Un regard qui se fonde sur une connaissance partielle des réalités du chômage

Les représentations des Français sur les chômeurs se fondent sur une connaissance relative des réalités du chômage, avec une tendance globale à la surestimation du nombre d'allocataires et du taux de chômage, ainsi que du montant moyen de l'allocation chômage.

L'Assurance chômage apparaît toujours comme un droit et un bouclier pour protéger contre les évolutions de la société, et bénéficie de l'attachement d'une majorité de Français (63%).

5. Les demandeurs d'emploi souffrent du regard de la société

Entre un quart et la moitié des demandeurs d'emploi expliquent faire l'expérience d'un certain mépris ou de soupçons sur leur volonté de retrouver un emploi. À cela s'ajoute une perception en grande partie déformée qu'ont les non-demandeurs d'emploi du vécu des personnes en situation de chômage. Par exemple, 87% des demandeurs d'emploi se voient comme des personnes persévérantes et seuls 42% des non-demandeurs d'emploi sont de cet avis.

RÉSULTATS DÉTAILLÉS

Perception du rebond du marché de l'emploi

Dans le cadre de la troisième édition du Baromètre de la perception du chômage, l'institut ELABE a analysé pour l'Unédic le regard des Français sur la situation de l'emploi, et leurs représentations sur le chômage.

Le premier enseignement de cette nouvelle édition est le sentiment d'une dégradation de la situation de l'emploi qui reste majoritaire mais recule très fortement par rapport à juin 2020 : 49% des Français font ce constat, c'est 24 points de moins en 15 mois¹. Pour 40% des Français (+17), la situation reste la même et, pour 11% (+7), elle s'améliore. Ainsi, la perception de la situation de l'emploi revient à des niveaux comparables à la période pré-covid². Le reflux du sentiment de dégradation s'observe tant parmi les demandeurs d'emploi (63%, -12), que parmi les actifs en emploi (47%, -24).

Pour les 12 prochains mois, les Français font le pari d'un statu quo (36%) ou d'une amélioration (33%) de la situation de l'emploi. Seule une minorité (31%) d'entre eux anticipe une dégradation de la situation. Ce pronostic est partagé dans les mêmes proportions par les actifs en emploi et les demandeurs d'emploi. Parmi les plus optimistes figurent les actifs du secteur de l'industrie et de la construction, les cadres et les hommes.

Cette perception plus optimiste du marché de l'emploi et de son avenir est alimentée par le sentiment pour plus de 7 actifs en emploi sur 10 (73%) que leur secteur d'activité se porte bien « en sortie » de crise. À l'exception des Français travaillant dans le secteur de la restauration et de l'hébergement qui sont très divisés (50% pensent qu'il se porte bien, 50% qu'il se porte mal), toutes les catégories d'actifs portent un regard positif sur leur secteur. C'est particulièrement le cas des actifs en emploi (73%, contre 66% des demandeurs d'emploi), des actifs travaillant dans les secteurs de l'industrie et de la construction (73%) comme des services (hors restauration/hébergement, 75%), des salariés (76%, contre 55% des indépendants), des salariés en CDI (76%, contre 68% des salariés en CDD), et des actifs qui bouclent facilement leurs fins de mois (80%, contre 63% qui les bouclent difficilement).

En conséquence, les actifs en emploi (68%, +8) comme les demandeurs d'emploi (60%, +12) sont optimistes pour l'avenir de leur vie professionnelle, un optimisme en nette progression par rapport à juin 2020.

Crise sanitaire : frein ou opportunité pour la vie professionnelle des Français ?

En sortie de crise sanitaire, aimer ce que l'on fait est un essentiel qui progresse. Pour 81% (-2 points) des Français et 88% (-2 points) des demandeurs d'emploi, le travail occupe une place importante dans leur vie, dont 20% (=) une place très importante. Si le travail occupe une place aussi centrale, c'est parce qu'il répond avant tout à un besoin vital de subvenir à ses besoins et ceux de sa famille (58%, =), mais il répond aussi à d'autres besoins essentiels comme faire ce que l'on aime (51%, +4 points), se sentir utile (43%, =) et développer de nouvelles compétences (28%, =). De manière générale, les actifs en emploi (73%) et les demandeurs d'emploi (62%) estiment que leur emploi actuel ou leur dernier emploi répond plutôt à ces attentes.

¹ Evolutions par rapport au deuxième volet du Baromètre, réalisé du 17 juin au 6 juillet 2020.

² Le premier volet du Baromètre a été réalisé du 24 février au 9 mars 2020.

Pourtant, 1 an et demi après le début de la crise Covid, 76% des demandeurs d'emploi et 58% des actifs en emploi ont au moins un projet (qu'il soit en cours ou bien à l'état d'idée) de changement de vie professionnelle : se former, changer de métier, de secteur d'activité, d'employeur. Des envies de changement qui ont en grande partie émergé pendant la crise.

- 49% des demandeurs d'emploi et 40% des actifs en emploi ont pour projet (en cours ou envisagé) de se former dans leur métier actuel.
- 49% et 30% de changer de métier.
- 53% et 30% de secteur d'activité.
- Et 45% des demandeurs d'emploi qui ont un emploi salarié et 31% des actifs en emploi salarié ont pour projet (en cours ou envisagé) de changer d'employeur.

Des projets plus répandus chez les moins de 50 ans et parmi les actifs qui travaillent dans les secteurs d'activité du tertiaire (en particulier les activités financières, d'assurance et immobilières) et/ou qui exercent un métier compatible avec le télétravail ; et parmi les demandeurs d'emploi, chez ceux de catégorie A (les personnes n'ayant aucun emploi mais étant en recherche active et inscrit depuis moins de 6 mois).

C'est bien la crise sanitaire qui est en grande partie à l'origine de ces envies de changement : entre un tiers et la moitié des actifs qui ont aujourd'hui un projet (en cours ou en tête) se sont lancés (ou ont commencé à y réfléchir) pendant la crise Covid. Ainsi, parmi l'ensemble des actifs en emploi, 22% ont eu l'idée ou se sont lancés dans un projet professionnel pendant la crise, un chiffre qui monte à 36% chez les demandeurs d'emploi.

A contrario, la crise Covid a été à l'origine de peu d'abandons : seuls 5% des actifs en emploi et 6% des demandeurs d'emploi ont abandonné un projet professionnel à cause de la crise.

Le regard paradoxal des Français sur les demandeurs d'emploi

Aujourd'hui, près de 7 Français sur 10 sont « touchés », de près ou de loin, par le chômage :

- 12% sont actuellement demandeurs d'emploi.
- 47% ne sont pas demandeurs d'emploi mais ont déjà connu une période de chômage par le passé.
- 9% n'ont jamais connu le chômage mais ont un proche actuellement demandeur d'emploi.
- A l'inverse, 32% des Français n'ont jamais connu le chômage et n'ont aucun proche demandeur d'emploi aujourd'hui.

Si la responsabilité du chômage en France est toujours d'abord imputée aux évolutions de la société (65%, -2) et aux entreprises (47%, -5), la responsabilité prêtée aux demandeurs d'emploi eux-mêmes est en forte hausse (43%, +7). Dans le détail, 35% (-4) des Français estiment que les délocalisations à l'étranger représentent l'une des principales causes du chômage en France, 29% (=) évoquent la destruction d'emplois par l'évolution des technologies, la numérisation et la robotique, 28% (=) la tendance des entreprises à faire plus avec moins de collaborateurs.

La conviction que le chômage peut toucher tout le monde reste fortement présente, pour 94% des Français, tout le monde peut connaître une période de chômage au cours de sa carrière (dont 55% tout à fait d'accord), un avis parfaitement stable depuis le volet 1 du Baromètre réalisé avant le premier confinement. Quand on interroge les Français sur leur vision du demandeur d'emploi « type », aucun profil ne se dégage (genre, âge, lieu de résidence, diplôme, état de santé).

La perception de demandeurs d'emploi « victimes » d'une situation subie demeure majoritaire mais recule.

Pour 75% (-3) des Français, le chômage est une situation davantage subie que choisie et pour 66% (-2), le chômage est une fatalité, un coup du sort qu'on subit.

Mais, un certain soupçon à l'égard des demandeurs d'emploi progresse. Une majorité de Français estime que les demandeurs d'emploi ont des difficultés à trouver du travail car ils ne font pas de concession dans leur recherche d'emploi (59%, +3), qu'ils ne travaillent pas car ils risqueraient de perdre leur allocation chômage (55%, +3). Et une partie des Français considère que les demandeurs d'emploi sont des assistés (39%, =), touchant des allocations trop élevées (38%, +2), voire qu'ils fraudent (36%, =). Au final, 48% (+3) affirment que la plupart des demandeurs d'emploi ne cherchent pas vraiment à retrouver un emploi.

Un regard qui se fonde sur une connaissance partielle des réalités du chômage

Les représentations des Français sur les chômeurs se fondent sur une connaissance relative des réalités du chômage, avec une tendance globale à la surestimation du nombre d'allocataires et du taux de chômage, ainsi que du montant moyen de l'allocation chômage :

- Seuls 27% des Français connaissent le taux de chômage actuel (8,1%), tandis que 69% le surestiment, dont 18% pensent même qu'il est de 30% ou plus. 4% le sous-estiment.
- Si 55% connaissent le nombre de chômeurs indemnisés par l'Assurance chômage (parmi 4 propositions de réponse, 2 à 4 millions de personnes), 33% le surestiment et 12% le sous-estiment.
- Seuls 35% des Français connaissent le montant moyen de l'allocation chômage (dans une fourchette entre 900€ et 1099€), tandis que 34% le surestiment et 30% le sous-estiment.
- 44% connaissent la durée maximum des droits aux allocations chômage, contre 41% qui la sous-estiment et 15% surestiment.

Le système d'Assurance chômage apparaît toujours comme un droit et un bouclier pour protéger contre les évolutions de la société, et qui bénéficie de l'attachement d'une majorité de Français (63%).

Cet attachement repose sur la conviction que :

- S'il n'y avait pas les allocations chômage, la plupart des chômeurs ne pourraient pas vivre dignement (87% d'accord, =).
- Les allocations constituent un revenu de remplacement entre deux emplois (85%, +2).
- Elles contribuent à lutter contre la pauvreté (76%, -3).
- Au final, 86% (-2) considèrent que les allocations chômeurs sont un droit, puisqu'issues de cotisations.

Les demandeurs d'emploi souffrent du regard de la société

Le regard parfois négatif de l'opinion est **ressenti par les demandeurs d'emploi qui ont le sentiment d'être dénigrés**. 26% (+2) d'entre eux entendent d'autrui qu'ils sont des assistés, et 23% (+2) des paresseux, 25% (+3) se sentent même méprisés au quotidien. **Ils font l'expérience régulière de l'inquisition et du soupçon** : 46% sont questionnés avec insistance sur leur recherche d'emploi et 45% ne sont pas crus lorsqu'ils affirment rechercher activement un emploi.

A ce regard auxquels sont confrontés entre un quart et la moitié des demandeurs d'emploi, s'ajoute une perception en grande partie erronée de leur vécu : 87% des demandeurs d'emploi se voient comme des personnes persévérantes (seuls 42% des non-demandeurs d'emploi sont de cet avis), 85% comme dynamiques (contre 28%), 80% comme courageuses (contre 38%). Une majorité d'actifs en emploi pense même que les demandeurs d'emploi ont le sentiment de profiter du système (61%) ou qu'ils doivent s'en sentir dépendants (74%), les demandeurs d'emploi ne partagent pas ces avis (82% d'entre eux considèrent qu'ils ne profitent pas du système et 65% ne s'y sentent pas dépendants).

MÉTHODOLOGIE DE L'ÉTUDE

CIBLES	GRAND PUBLIC Vague 1 - 3 011 interviews Vague 2 – 3003 interviews Vague 3 – 3002 interviews	DEMANDEURS D'EMPLOI Vague 1 - 1503 interviews Vague 2 – 1520 interviews Vague 3 – 1517 interviews
SOURCE	PANEL	FICHER NATIONAL DES ALLOCATAIRES
REPRESENTATIVITE	<ul style="list-style-type: none"> Echantillon représentatif des résidents de France Métropolitaine âgés de 15 ans et + Représentativité assurée selon la méthode des quotas appliquée aux variables suivantes : sexe, âge, croisés sexe-âge, catégorie socioprofessionnelle, catégorie d'agglomération, région de résidence, et chômeur/non-chômeur, + niveau de diplôme en suivi (<i>données Insee issues du recensement de la population 2017</i>) 	<ul style="list-style-type: none"> Echantillon représentatif des demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi (catégories A à E) en France Métropolitaine et Outre-Mer (hors Mayotte) à date du 30 avril 2020 Représentativité assurée selon la méthode des quotas appliquée aux variables suivantes : sexe, âge, croisés sexe-âge, niveau de diplôme, région de résidence, catégorie d'agglomération, statut d'indemnisation, catégorie Pôle emploi, ancienneté d'inscription, motif d'inscription à Pôle emploi (<i>données issues du FNA, demandeurs d'emploi inscrits hors Mayotte et hors A8 A10</i>)
DATES DE TERRAIN	Vague 1 : Interrogation par Internet du 24 février au 9 mars 2020 Vague 2 : Interrogation par Internet du 17 juin au 6 juillet 2020 Vague 3 : Interrogation par Internet du 31 août au 27 septembre 2021	
DURÉE	Durée médiane de 19 minutes	
	16 minutes	29 minutes



BAROMÈTRE DE LA PERCEPTION DU CHÔMAGE

Étude de l'Unédic
réalisée avec l'institut ELABE

Novembre 2021

Unédic

4, rue Traversière 75012 Paris
T. +33 1 44 87 64 00

 [@unedic](https://twitter.com/unedic)  [unedic](https://www.linkedin.com/company/unedic) [unedic.org](https://www.unedic.org)